

Qui dirait à un proche atteint d'une maladie grave qu'il doit mourir plutôt que de se soigner ? Telle est pourtant la « solution » que certains envisagent pour remédier à la crise de l'euro ! Cette tentation du néant est très préoccupante. Ce n'est pas sans raison que Goethe fait dire au diable, dans *Faust*, qu'il est « l'esprit de négation ». Des erreurs ont été commises. Un traitement de choc est requis mais peut-être faut-il s'y résoudre comme certains malades, courageux, qui finissent par triompher de la maladie. L'Europe traverse une terrible épreuve mais elle peut se ressaisir. Encore faut-il expliquer l'effort requis et, en vue de convaincre, se poser certaines questions.

Voie alternative

La première est dictée par l'humilité : qu'avons-nous raté ? Comme tous les prototypes, l'Union européenne, la zone euro montrent des défaillances. Ces failles doivent être corrigées mais il n'y a aucune raison de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Dire qu'il y a « trop d'Europe » ne veut pas dire grand-chose. En revanche, l'UE souffre d'avoir oublié ses ambitions initiales : elle entendait accroître le bien-être des populations, réduire les inégalités. Si je devais retenir

« Avons-nous encore des choses à faire ensemble, nous les Européens ? »

un objectif unique, ce serait celui-là : remettre de l'équité dans nos sociétés. C'est une responsabilité partagée des États et de l'UE. Sur le plan institutionnel, la priorité absolue est la construction d'une démocratie solide dans la zone euro. Si, par exemple, nous avions défini les mesures destinées à juguler la crise après une discussion publique au Parlement européen, impliquant les députés du Nord et du Sud de toutes tendances, le sentiment d'un diktat de « Paris et Berlin » ne serait pas si fort en Grèce ou en Italie. En ce moment, les propositions adoptées à huis clos par le Conseil européen donnent l'impression

SYLVIE GOULARD. Pour sortir de la crise qu'elle traverse, l'Europe doit retrouver ses ambitions initiales et adopter un fonctionnement plus démocratique, *via* de grands débats publics.

« Pour l'Europe et contre l'esprit de négation »

Sylvie Goulard
députée européenne (MoDem) de la circonscription Ouest.

sion d'être moins débattues au fond (par exemple est-il dangereux ou salutaire de faire de la BCE le « prêteur de dernier ressort » ?) que pour encourager le match entre les nations (qui va gagner de « l'Allemagne » qui est contre ou de « la France » qui est pour ?). Cette manière de mettre des drapeaux sur les concepts entrave le règlement de la crise, en exacerbant le nationalisme et en gommant totalement le fait qu'il y a en ce moment, en Allemagne, des courants favorables aux vues « françaises » ou vice versa, sans parler des autres pays. Naturellement, les intérêts immédiats sont parfois divergents et la répartition des coûts doit être juste. Mais encore faut-il avoir conscience du coût prohibitif d'un échec collectif. En ce moment,

l'échelle de raisonnement est fautive. Ensuite, nous devons accepter d'examiner s'il existe une voie alternative. Il n'est jamais sain de dire aux populations qu'elles n'ont pas le choix. Mais je ne crois pas qu'en l'occurrence nous ayons d'autres options plus favorables. Le fait d'avoir participé à 60 ans de construction européenne nous caractérise aux yeux des tiers et marque, sans doute plus que nous l'imaginons, la perception que nous avons de nous-mêmes. Un échec de l'euro qui entraînerait la cassure de l'UE serait une incommensurable faillite, nuisible aussi pour l'image de nos nations. Tous les Européens seraient

vus comme des perdants et nos États comme les composantes d'un continent déchu. Personne ne s'en tirerait indemne. Le choix entre d'un côté une Europe supranationale et de l'autre une « Europe des nations », bâtie sur les ruines fumantes de la Communauté européenne, est une vue de l'esprit.

L'euro ou le chaos ?

Ce qui est présenté comme un « retour » au franc ou un « retour » à la nation n'est souvent qu'une illusion nostalgique. Le monde ne va jamais en arrière. Il est facile de confondre les esprits en invoquant l'augmentation du prix de la baguette entre l'introduction de l'euro et aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui, ayant du mal à joindre les deux bouts, approuvent. Mais si la France avait conservé le franc, les prix auraient aussi augmenté, peut-être même plus qu'avec un euro strictement contrôlé par la Banque centrale européenne (BCE). Ce n'est pas le moindre mérite de la BCE que d'avoir contenu l'inflation. Si la France recouvrait maintenant sa souveraineté monétaire, elle devrait affronter une dévaluation massive, renchérissant ses importations, appauvrissant les ménages. Les entreprises devraient affronter sans préparation le passage à une nouvelle devise (changer les distributeurs, reprogrammer les caisses et les livres de compte). Nos dettes seraient toujours libellées en euros donc plus lourdes encore qu'aujourd'hui. Et nous serions coupés de nos principaux par-

tenaires. Peut-être finirions-nous par arriver paradoxalement à une totale confiscation de souveraineté liée la résurrection d'une zone mark de fait englobant Allemagne, et des pays satellites. Nous n'aurions alors rien gagné sinon de n'avoir pas voix au chapitre dans le conseil des gouverneurs qui déciderait du destin du franc, celui de la Bundesbank.

D'où la seule question qui compte : avons-nous encore des choses à faire ensemble, nous les Européens ? Justifier l'Europe par la seule absence d'alternative (l'euro ou le chaos) est une aberration. Surtout quand existent des raisons vitales de rester unis. Ma conviction profonde est que si l'Europe unie n'existait pas, il faudrait l'inventer maintenant, vu l'évolution du monde : de nouvelles puissances se développent, dont les valeurs et les préférences sociales ou environnementales ne sont pas les nôtres.

Comment défendre l'universalité des droits de l'homme, enrayer le changement climatique ou réguler la finance si l'action publique reste cantonnée dans le cadre impuissant des États ? Le souverainisme, c'est la soumission à ceux qui ne veulent rien faire. Sans vote majoritaire par-delà les frontières, nous ne pourrions pas protéger la biodiversité, réduire les émissions de carbone ou instaurer une taxe sur les transactions financières. Jamais, la coopération entre États souverains n'a été concluante. Le G 20 comme l'ONU ou le système de Bretton Woods s'en trouvent paralysés alors même que le temps presse.

L'objectif de consolider la paix mérite aussi considération. Les plans nucléaires du régime iranien nous rappellent par exemple que notre bonheur est fragile. Les Européens, enfants gâtés de la planète, ont oublié que la violence armée peut revenir à tout moment. Même entre nous, les mauvais démons pourraient vite resurgir. Le ton nationaliste de certains tabloïds depuis le début de la crise comme la montée des partis populistes invitent à la vigilance.

Si difficile que soit le chemin européen, l'esprit de négation et la nostalgie ne doivent pas l'emporter sur la raison. ■

SYLVIE GOULARD

► www.sylvie-goulard.eu

Paroisses, catéchumènes, groupes, individuels...

Appel à idées... du 1^{er} octobre au 24 décembre 2011

Dessine-moi l'Église protestante unie de France !

Consignes et règlement sur : www.eglise-protestante-unie.fr

www.aggelos.fr signataire de la charte Com'Venir